



## Berlin Eco

NUMERO 29

© DG Trésor

30 septembre 2020

### ACTUALITE ECONOMIQUE

#### ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

L'[ifo](#) revoit à la hausse ses estimations de croissance du PIB allemand pour 2020 et table sur -5,2 % (+1,5 point). La projection de 2021 est en revanche ajustée à la baisse : +5,1 % (-1,3 point). Si le fort rebond au troisième trimestre, suite aux assouplissements des restrictions Covid-19, est mis en avant, le ralentissement actuel de cette dynamique, causé notamment par les difficultés persistantes dans certains secteurs (touristique, évènementiel, gastronomie, hôtellerie), est également souligné. L'institut attire l'attention sur les nombreux risques baissiers (évolution de la pandémie, Brexit, conflits commerciaux internationaux), rendant les prévisions incertaines.

L'indice du climat des affaires de l'[ifo](#) est en hausse pour le cinquième mois consécutif, passant de 92,5 points en août à 93,4 points en septembre. Les attentes pour les mois à venir et l'appréciation de la situation actuelle se sont nettement améliorées dans le commerce et le secteur manufacturier. Les perspectives se sont en revanche dégradées dans les services et légèrement détériorées dans la construction. L'[ifo](#) a également publié les dernières valeurs de son indicateur concernant les **attentes de l'industrie sur ses exportations : en septembre, l'indice a gagné 4,9 points pour atteindre 10,4 points**, reflétant le regain d'optimisme des exportateurs allemands suite à la reprise industrielle dans de nombreux pays partenaires.

Pour le mois de septembre, [Destatis](#) annonce un taux d'inflation de -0,2 % (-0,2 % par rapport au mois précédent). L'influence de la baisse temporaire de la TVA (mesure du plan de relance du gouvernement allemand) serait significative dans cette évolution. La chute du prix de l'énergie s'accélère (-7,1 % après -6,3 % en août), tandis que l'inflation sur les prix de l'alimentation n'atteint plus que 0,6 % (après 0,7 % en août).

#### POLITIQUE BUDGETAIRE

Selon [Destatis](#), le niveau de dette publique (toutes APU) a atteint au 30 juin 2020 le niveau record de 2 108,9 Md€, soit une hausse de 11,1 % par rapport au niveau de fin 2019. Principalement due aux importantes mesures budgétaires mises en œuvre dans le contexte de la crise Covid-19, l'augmentation a été de 7,9 % au deuxième trimestre 2020 par rapport au premier trimestre. Au premier semestre 2020, la dette a le plus progressé au niveau du Bund (+13,7 % par rapport à fin 2019) pour atteindre 1 351,5 Md€. Suivent ensuite les Länder (+8,0 % pour atteindre 624,9 Md€) et les communes (+0,8 % pour atteindre 132,4 Md€). Les caisses de sécurité sociale ont vu leur dette baisser de 8,8 % à 52 Md€.



## POLITIQUES SOCIALES

Selon [l'agence fédérale du travail](#), le **nombre de chômeurs** inscrits recule depuis juillet (-0,3% en septembre, en données désaisonnalisées) ; le taux de chômage (définition nationale) a légèrement diminué à 6,3 % (après 6,4 % en juillet et août ; données cvs). Après une première hausse observée en juillet (+0,1 %) depuis l'éruption de la crise, l'emploi a très légèrement progressé en août (+0,0 % ; dernière donnée disponible en cvs). Les demandes de chômage partiel ont diminué de près de moitié en septembre sur un mois (85 000 personnes concernées après 184 000 en août). 4,2 M de personnes étaient placées en chômage partiel en juillet (dernier chiffre publié), avec une part moyenne des heures chômées de 38 %. Selon des [estimations de l'ifo](#), 3,7 M de personnes seraient en chômage partiel en septembre (après 4,7 M en août).

Le [baromètre](#) de l'**emploi** de l'Ifo a progressé pour la 5<sup>ème</sup> fois consécutive en septembre (à 96,3 points après 95,4 en août). Selon [l'institut](#) IAB affilié à l'agence fédérale du travail, le nombre de personnes au chômage augmenterait de 440 000 en 2020, puis baisserait de 104 000 en 2021. Le volume des heures travaillées diminuerait de 3,9 % en 2020, en raison notamment du recours au chômage partiel, puis se redresserait en 2021 (+3,1 %).

Selon le [rapport](#) gouvernemental sur la **réunification**, le taux de chômage (définition nationale) qui atteignait un record (18,6 %) en 2005 dans la partie Est a diminué de façon continue depuis 2006 à 6,4 % en 2019 (en définition nationale du chômage). Le taux de chômage est néanmoins bien plus bas à l'Ouest avec 1,7 % en 2019, une situation proche du plein emploi (Allemagne : 5,0 %). En termes de patrimoine, les écarts se sont certes réduits, mais restent élevés selon le [rapport](#) du Berlin-Institut publié à l'occasion des 30 ans de la réunification : un ménage à l'Est disposait en moyenne de 88 000 € (sous forme de liquidités, titres ou biens immobiliers) en 2018, ce qui représentait moins de la moitié du patrimoine d'un ménage à l'Ouest (182 000€), contre un tiers du niveau de l'Ouest en 1993.

Le conseil des ministres a adopté le 23 septembre le projet de [loi](#) « d'amélioration des services de **santé** et de dépendance » qui prévoit notamment une stabilisation de la situation financière du régime général de l'assurance maladie : le Bund versera une subvention complémentaire de 5 Md€ en 2021 aux caisses d'assurance maladie qui s'engagent de leur côté à verser 8 Md€ au fonds de santé en puisant dans leurs réserves. Le projet de loi prévoit également le financement de 20 000 places d'auxiliaires de soin supplémentaires dans les structures d'hébergement des personnes âgées.

## ACTUALITE FINANCIERE

### MARCHES FINANCIERS

La cour fédérale des comptes critique sans ambages dans un rapport adressé à la commission du budget du Bundestag le travail effectué par le [conseil pour la finance durable](#) créé par le gouvernement en juin 2019 pour définir une stratégie nationale. La cour estime que, dans son rapport intermédiaire publié en mars dernier, le conseil a omis d'analyser la situation de base de la finance durable en Allemagne (afin notamment d'évaluer les effets macroéconomiques à venir) et regrette que le gouvernement n'ait pas défini concrètement ses propres objectifs.

[L'agence financière](#) annonce qu'elle va émettre 6 Md€ de plus que prévu initialement au T4 2020. Une deuxième **obligation verte** sera émise en novembre pour un montant d'au moins 5 Md€ et d'une échéance de 5 années.

**REGULATION FINANCIERE**

La fédération des employeurs, BDA, et [l'association des actuaires](#) demandent au gouvernement de fixer un moratoire jusqu'à fin 2022 pour le calcul du taux d'intérêt appliqué aux provisions que les entreprises doivent effectuer dans le cadre des **contrats de retraite complémentaire** de leurs employés. Ce taux est une moyenne des taux d'intérêt des obligations d'entreprises les mieux cotées sur les 10 dernières années. Une actualisation de ce taux entraînerait une augmentation de 80 Md€ des provisions des entreprises.

La fédération des banques allemandes, [BdB](#), se prononce à nouveau pour un **traitement prudentiel préférentiel** des crédits estampillés « durables ».

**BANQUES ET ASSURANCES**

Sous réserve de l'approbation des autorités de supervision, [Manfred Knof](#), qui a dirigé la banque de détail de Deutsche Bank à partir d'août 2019 après avoir fait l'essentiel de sa carrière chez Allianz, remplacera à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 Martin Zielke à la tête de **Commerzbank**.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville  
Service Économique de Berlin  
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :  
Pariser Platz 5  
10117 Berlin  
Twitter: @FRTresor\_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert  
Revu par : François Gautier

Version du 30 septembre 2020